



LABORATOIRE DE SOCIOLOGIE
D'ANTHROPOLOGIE
ET D'ETUDES AFRICAINES

LAS ANEA



REVUE DEZAN

VOLUME 8, NUMERO 1, 2020

UAC, Juin 2020

DEZAN

VOLUME 8, NUMERO 1, 2020

UAC, Juin 2020

Toute correspondance est adressée au :
Comité de Rédaction de la revue DEZAN
01 BP 526 Cotonou, République du Bénin
revuedezean@yahoo.fr

Toute reproduction sous quelle forme que ce soit est interdite et de ce fait passible des peines prévues par la loi 84-003 du 15 mars 1984 relative à la production du droit d'auteur en République du Bénin.

ISSN 1840-717-X DU 4^{ème} trimestre

Dépôt Légal N°6378 du 4^{ème} trimestre

Ce numéro a été réalisé grâce à l'engagement, aux conseils et observations d'enseignants et chercheurs du Département de Sociologie-Anthropologie et d'autres entités de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey Calavi.

Nous tenons à témoigner de notre reconnaissance aux **Professeurs Michel BOKO, Guy Ossito MIDIOHOUAN, Ambroise MEDEGAN, Bertin YEHOUEYOU et Maxime da CRUZ.**

Dr. Narcisse YEDJI et Romuald T. SOSSOU ont assuré le recueil, l'agencement et la mise en forme des textes. Le tout, sous la supervision du Rédacteur en Chef par intérim **Dr. Codjo Timothée TOGBE**

REVUE DEZAN <i>Volume 8, NUMERO 1, Juin 2020</i>
--

Directeur de publication

Dr. IMOROU Abou-Bakari (MC)
Maitre de Conférences des Universités (CAMES)

Rédacteur en Chef par intérim

Dr.Codjo Timothée TOGBE
Maitre Assistant des Universités (CAMES)

Comité Scientifique

Pr. Michel BOKO (Bénin), Pr. Prospère I. LALEYE (Sénégal),
 Pr. Albert TINGBE-AZALOU MC (Bénin), Pr. Francis AKINDES (Côte d'Ivoire),
 Pr. Maxime Da CRUZ (Bénin), Pr. Thomas BIERSCHEK (Allemagne), Pr
 Yendoukoa Lalle LARE, MC (Togo), Pr. Albert NOUHOUAYI (Bénin), Gautier
 BIAOU, MC (Bénin), Pr. Mamoudou IGUE (Bénin), DANIQUE TAMASSE Roger,
 MC (Togo), MONGBO Rock (Bénin), Pr. Issiaka KONE (Côte d'Ivoire), Pr. Séri
 DEDY, Pr. Elisabeth FOURN (BENIN), Alkassoum MAIGA (BURKINA FASO)
 et Pr. Lolouvou Foly HÉTCHÉLI (TOGO) , HOUNGNIHIN Rock

Comité de Lecture

Pr Toussaint TCHITCHI (Bénin), Pr. Sylvain ANIGNIKIN Bénin),
 Pr. Paulin T. HOUSSOUNOU (Bénin), Pr. Albert TINGBE AZALOU, MC
 (Bénin), Pr Roch Gnahoui DAVID (Sénégal), IGUE Babatundé Charlemagne
 (Bénin), MIDIOHOUAN Guy Ossito (Bénin), MEDEGAN Ambroise (Bénin)

Recueil, agencement et mise en forme des textes

Dr. Narcisse YEDJI & Tokandé Romuald SOSSOU

SOMMAIRE

LE COMMERCE TRANSFRONTALIER DU POISSON TRANSFORME ENTRE LA COTE D'IVOIRE ET LE GHANA, _____	7
Aboya Narcisse & Kanga Koco Marie Jeanne	
SOIGNANTS ET VECUS DU BURNOUT A LA CLINIQUE UNIVERSITAIRE DE GYNECOLOGIE OBSTETRIQUE (CUGO) DE COTONOU _____	25
Alphonse Mingnimon AFFO, Elwis Roland ASSOGBA & Grégoire Magloire GANSOU	
PRATIQUE DU RITE ASEN CHEZ LES FON DE OUIDAH : ENTRE SACRALITE ET SYMBOLISME IDENTITAIRE _____	45
John AKINTOLA	
L'ACCES A L'EAU POTABLE ET SES INCIDENCES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DANS LE PREMIER ARRONDISSEMENT DE LA COMMUNE DE DJOUGOU AU NORD DU BENIN _____	59
AKIYO Offin Lié Rufin	
GLOBALISATION DES MŒURS, GOUVERNABILITE ET INCIVISME DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES A OUAGADOUGOU _____	75
Yisso Fidèle BACYE & Moubassiré SIGUE	
STRATEGIES D'ORGANISATION DE LA SECURITE AUTOUR DES MARCHES FORAINS DE BROBO EN COTE D'IVOIRE _____	95
BALLY Claude Koré	
FACTEURS SOCIAUX LIMITANT L'ADHESION DES FEMMES AUX COOPERATIVES PAYSANNES A AKPRO-MISSERETE AU SUD DU BENIN _____	113
BENON MONRA ABDOULAYE	
LA VERTU COMME VÉRITABLE RICHESSE DES ÉTATS CHEZ PLATON _____	129
BROU Nanou Pierre	
« IYAWO » DE KETOU AU BENIN: ENTRE HERITAGE CULTUREL ET AUTONOMISATION FINANCIERE _____	149
Cabiratou OGOUBIYI, Donald V. B. CHAOU & Dodji AMOUZOUVI	
RADIOSCOPIE D'UNE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE AUX FINS DE VALORISATION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE AU BURKINA FASO _____	165
Tionyéfé FAYAMA, Mariétou SORY & Flavienne Valérie SAWADOGO	
GENRE ET GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES (BALLES) ISSUS DE LA TRANSFORMATION DU RIZ DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DE L'ATACORA AU BENIN _____	191
Appolinaire D. GNANVI	
ORGANISATION DU SYSTEME DE SANTE EN MILIEU RURAL AU BURKINA FASO ET LOGIQUES D'ACTEURS : UNE LECTURE A PARTIR DE LA STREET LEVEL BUREAUCRACY _____	211
Sidbéwendin David Olivier ILBOUDO	
PATRIMOINE ARCHITECTURAL URBAIN DE LA VILLE DE ZINDER : ROLE ET SIGNIFICATION DE L'HABITAT TRADITIONNEL DU DEDANS AU DEHORS _____	231
Issoufou ISSA	
MOBILES EXPLICATIFS DE LA MONETARISATION DES TRANSACTIONS FONCIERES CHEZ LES NIABOUA DE TAPEGUHE DANS LE CENTRE OUEST IVOIRIEN _____	247
Arsène KADJO ; Koffi Noël KOUASSI & Kounadi TRAORE	
CONSTRUCTION DE L'IDENTITE RELIGIEUSE DÁÁGBÓVI AU SEIN DE LA TRES SAINTE EGLISE DE JESUS-CHRIST AU SUD-BENIN _____	263
KOKOU Bessan Florentin, AFADJINOU Horace & AKINTOLA John	

LES UNIVERSITÉS PUBLIQUES IVOIRIENNES DANS LA COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-JAPON DE 1983 À NOS JOURS _____	277
N'Dri Laurent KOUAKOU	
RESISTANCE DES ACTEURS SOCIAUX AUX RECOMMANDATIONS DE LA MEDECINE MODERNE POUR LA GESTION DE LA GROSSESSE A TOFFO _____	303
LALY Ambroise, CADASSOU Marcien K. S. , IMOROU Abou-Bakari & HOUNGNIHIN A. Roch	
FACTEURS LOCAUX DES ALEAS CLIMATIQUES ET MESURES D'ADAPTATION DES POPULATIONS DU DEPARTEMENT DES COLLINES AU BENIN _____	327
MAKPONSE Makpondéou	
GOUVERNANCE LOCALE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL DANS LES COMMUNES DE LALO, KLOUEKAMEY ET TOVIKLIN (MOYEN-COUFFO) AU SUD DU BENIN _____	353
Brice Hugues Serge MARIANO & Marius K. VODOUNNON TOTIN	
DOULEUR CHRONIQUE : DES RÉALITÉS CULTURELLES AUX FONCTIONNEMENTS PSYCHIQUES DU SOIGNANT-SOIGNÉ À L'HÔPITAL D'INSTRUCTION DES ARMÉES DE COTONOU (BÉNIN) _____	369
MEHINTO Michel Mètonou	
ESSOR DE L'HEVEACULTURE EN COTE D'IVOIRE : DEVELOPPEMENT DES CONTRATS DE PRET DE TERRE CONTRE ENTRETIEN DE JEUNES PLANTS ET DE MISE EN GAGE EN SITUATION DE RECONVERSION CULTURALE _____	393
MLAN Konan Séverin	
MOUVEMENTS SOCIOPOLITIQUES AU TOGO : QUEL AGIR STRATEGIQUE ET COMMUNICATIONNEL DES ACTEURS POLITIQUES ? _____	413
Gbati NAPO	
LES ENFANTS ORPHELINS ET REBELLES DANS LES CONTES AFRICAINS : CANON D'UNE MORALE DE DIDACTISATION _____	435
Konan Germain N'GUESSAN	
LE MAGHREB AU VIIIème SIECLE : RESISTANCES A L'IDEAL ISLAMIQUE D'UNITE (720-745) _____	453
Nogbou M'domou Eric	
ENFANT, MALADIE ET GUERISON A LOUGSI (BURKINA FASO) : L'ANTHROPOLOGIE ET LA TRANSITION DES PRATIQUES DE SANTE PUBLIQUE _____	473
Natéwindé SAWADOGO	
DYNAMIQUE DES VECUS SOCIO-CULTURELS ET RAPPORT A L'ECOLE DES SENOUFU MIGRANTS DANS LA ZONE FORESTIERE DE LA COTE D'IVOIRE ____	495
SILUE Abou	
VALEURS RELIGIEUSES ET LAÏCITE _____	525
TAYORO Gbotta	
CONCILIATION VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE : UN DEFII POUR LES FEMMES SOIGNANTES DU SECTEUR PUBLIC DE LA SANTE A LOME _____	547
TOUDEKA Ayawavi Sitsopé & GNOUMOU THIOMBIANO Bilampoa	
GESTION DE FLUX DES ELEVES AU NIVEAU DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL AU MALI : INNOVATION OU ENSEIGNEMENT AU RABAIS ? _	569
Ibrahima TRAORE	
INTEGRATION DU GENRE DANS L'AFFERMAGE DES OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS LA COMMUNE DE KLOUEKANME _____	585
GBOYOU G. Nestor ; TOBADA Alexis Babyilas ; GOMEZ COUAMI Ansèque & VISSIN Expédit Wilfrid	

L'ACCES A L'EAU POTABLE ET SES INCIDENCES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DANS LE PREMIER ARRONDISSEMENT DE LA COMMUNE DE DJOUGOU AU NORD DU BENIN

AKIYO Offin Lié Rufin

Département de Sociologie-Anthropologie, FLASH/Université de Parakou (Bénin). = auteur correspondant Email : rufinakiyo@yahoo.fr ; Tél : (229) 97476110/94207086

Résumé

L'eau est une ressource indispensable à la satisfaction de divers besoins fondamentaux de l'Homme. Mais de plus en plus, l'accès à l'eau potable constitue un problème majeur auquel le Bénin et plus particulièrement les zones périphériques doivent faire face. L'objectif de ce travail est d'analyser les incidences socio-environnementales du difficile accès à l'eau potable des populations du premier arrondissement de Djougou au nord du Bénin. Dans le cadre de cette recherche, une approche méthodologique mixte fondée sur la recherche documentaire, l'entretien, l'observation et le questionnaire a été adoptée. Les informations ont été collectées auprès de 104 acteurs composés des agents de service de l'eau, de l'environnement, de la santé, des autorités locales, des chefs quartiers et des ménages. Les résultats obtenus ont été analysés à l'aide du modèle PEIR (Pression-Etat-Impact-Réponse). De ces données analysées, il ressort que les ouvrages d'approvisionnement en eau potable au nombre de 10 sont insuffisants pour desservir une population de 36296 habitants. A ce premier facteur, s'ajoutent le mode traditionnel de gestion, les difficultés d'hygiène et d'assainissement de ces infrastructures hydrauliques, l'absence d'implication des autorités locales dans leur gestion et la perte de temps au niveau des sources conventionnelles d'eau potable. Ces facteurs amènent les populations à recourir par intermittence à l'eau de pluie, des marigots et des fleuves avec pour conséquences, le développement de certaines maladies infectieuses comme la bilharziose, le choléra, etc, qui affectent leurs revenus déjà très maigres.

Mots-clés : Premier arrondissement de Djougou, Eau potable, Approvisionnement, Problèmes, Perceptions.

Summary

Water is an important resource in meeting various basic human needs. But increasingly, access to drinking water is a major problem which Benin in general and the peripheral areas in particular have now had to face for several years. The objective of this work is to analyze the socio-environmental impacts of access to drinking water for the populations of the first arrondissement of Djougou in the north of Benin and to propose approaches to solutions. As part of this research, we used a methodological approach based on tools such as the reading sheet, the interview guide, the observation grid and the questionnaire. Information was collected with these tools from 104 actors made up of water, environment, health service agents, local authorities, neighborhood leaders and households. The results obtained were analyzed using the PEIR (Pressure-State-Impact-Response) model. From these results, it appears that the drinking water supply structures, 10 in number, are insufficient to serve a population of 36,296 inhabitants. Added to this first factor is the lack of involvement of local authorities in the management of water works and the loss of time at conventional sources of drinking water. These factors lead people to resort intermittently to rainwater, backwaters and rivers with the consequences of the development of certain diseases such as infections, bilharziasis, cholera, etc. which affect their already very meager incomes. To do this, it is important that this study environment has an integrated water resources management plan for its sustainable development.

Keywords: First arrondissement of Djougou, Drinking water, Supply, Problems, Perceptions.

Introduction

La satisfaction de divers besoins fondamentaux de l'homme nécessite l'utilisation de certaines ressources naturelles. Au nombre de ces ressources, figure en primauté l'eau. L'eau est indispensable à la vie de tous les êtres vivants au monde ainsi qu'au développement des pays. Ainsi, la qualité requise pour qu'une eau soit naturelle ou industrielle dépend de la capacité d'un pays et de sa volonté à satisfaire son peuple, de la volonté des populations elles-mêmes, des usages de l'eau elle-même et des représentations que les populations font de cette dernière (Organisation Mondiale de la Santé, 2010, p.15). Pour ce faire, il ne suffit pas seulement d'avoir de l'eau disponible mais plutôt de l'eau potable pour prétendre à un développement durable (O. Sakibou, 2014,

p.8). En effet, au moins 1,1 milliard de personnes sont toujours privées d'eau potable dans le monde en général et avec 330 millions de personnes qui manquent toujours de cette ressource indispensable à la vie en Afrique en particulier (Communauté d'Afrique de l'Est, 2010, p.32).

En effet, le Bénin qui bénéficie d'un réseau hydrographique très dense n'est pas en marge des problèmes liés à l'accessibilité à cette importante ressource naturelle. Les eaux souterraines sont abondantes mais mal réparties sur le territoire national (A. Gbadesin et *al.*, 2010, p.188). On estime que pour les régions du socle situées au centre et au nord du pays, le potentiel en eaux souterraines ne suffit pas pour couvrir les besoins à long terme (O.L.R.Akiyo, 2016, p. 94). De 1980 à 1990, la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DIEPA), a permis au Gouvernement béninois d'améliorer son taux de couverture en eau potable par la construction de 430 points d'eau par an (MEM, PTF, 2017, p.11). Mais le manque de pérennité des investissements dû à plusieurs facteurs socioéconomiques, culturels et politiques engendrés par maintes actions a été le principal point faible relevé lors du bilan de cette initiative (Ministère des Mines de l'Energie et de l'Hydraulique, 2005, p. 9). Pour ce faire, plusieurs stratégies ont été mises en œuvre par l'Etat au plan national pour faire face à cette situation. Avant la décentralisation, les services de l'eau réalisaient les ouvrages dans les localités sans nécessairement impliquer les bénéficiaires (Ministère du Développement, de l'Analyse Économique et de la Prospective, 2013, p.117). Ainsi, en cas de panne, les communautés l'abandonnaient à cause du manque de suivi ou attendaient forcément le service de l'Etat pour la réparation. Vue l'importance de ces ouvrages et pour continuer avec ces services, le Gouvernement a adopté une nouvelle stratégie qui est celle de « l'Approche par la demande ». Avec cette nouvelle approche, les communautés elles-mêmes expriment leurs besoins à travers une demande adressée à un service de l'eau avec 250 000 FCFA comme participation financière à l'investissement. Et pour être désormais éligible, une agglomération devait avoir une taille de 250 habitants par forage (Ministère des Mines de l'Energie et de l'Hydraulique, 2005, p.13). Ainsi, les bénéficiaires mettaient en place un comité de cinq membres pour assurer la gestion de cet ouvrage. Avec l'avènement de la décentralisation, les communes sont désormais érigées en maître d'ouvrage. Ainsi, l'approche par la demande n'est plus valable. Il faut désormais recourir à l'approche par programme. Après l'inventaire des points d'eau par localité, des séances de

hiérarchisation et de priorisation avec l'ensemble des élus et des chefs villages sont d'abord effectués avant la programmation de la réalisation des ouvrages. Par ailleurs, depuis 2016, le Gouvernement a défini une nouvelle vision pour le secteur de l'eau qui tient compte des Objectifs de Développement Durable (ODD). C'est ainsi qu'on assiste à la mise en place d'une nouvelle stratégie basée sur les acquis de l'ancienne approche axée sur trois principes essentiels à savoir l'accès universel raisonnable à l'eau potable pour toute la population rurale en 2021, la professionnalisation de la gestion des infrastructures d'eau potable et le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale pour la fourniture et la distribution de l'eau potable (Ministère des Mines de l'Energie et de l'Hydraulique, 2005, p.17).

Cette nouvelle vision du Gouvernement implique une accélération importante des investissements dans le sous-secteur et une réforme du cadre institutionnel. C'est ce qui justifie la création de l'Agence Nationale de l'Approvisionnement d'Eau Potable en Milieu Rural (ANAEP-MR). En dehors des différents services de l'eau (SONEB et Service Eau Donga) et des réformes engagées par le Gouvernement sur les questions liées à l'approvisionnement en eau potable, il existe dans la Commune de Djougou, l'Association des Consommateurs de l'Eau Potable (ACEP) qui assure la veille citoyenne en jouant un rôle de contre-pouvoir vis-à-vis des différents Services de l'Eau. Malgré ces multiples efforts consentis par l'Etat et ses structures déconcentrées en matière de gestion de cette ressource vitale, les populations continuent de consommer de l'eau non potable dans diverses localités du Nord-Bénin (A. Biao, 2018, p.27). La Commune de Djougou à l'instar des autres localités du pays n'est pas en marge de cette réalité relative à la gestion de l'eau. Cette difficulté d'accès des populations à l'eau est à la base de plusieurs maladies infectieuses comme la bilharziose, le choléra, etc., qui fragilisent le niveau de vie des populations et leurs revenus déjà très maigres. Mais quelles sont les causes, les manifestations et les conséquences du difficile accès des populations à cette ressource ? C'est pour répondre à cette préoccupation que le présent sujet de recherche intitulé : « L'accès à l'eau potable et ses incidences socio-environnementales dans le premier arrondissement de la Commune de Djougou au nord du Bénin » a été retenu.

1-Cadre empirique d'investigation

La Commune de Djougou est située au Nord-ouest du Bénin dans le département de la Donga. Elle a une superficie de 3 966 km² et est à une distance de 461 km environ de Cotonou, la capitale économique du

Bénin. Elle partage ses frontières au Nord, avec les communes de Kouandé et de Péhunco, au Sud, avec la commune de Bassila, à l'Est, avec les communes de Sinendé, de N'Dali et de Tchaourou et à l'Ouest, avec les communes de Copargo et de Ouaké. Avec une population de 36.296 habitants dont 18.140 hommes et 18.156 femmes (INSAE/RGPH, 2013, p.26) elle est subdivisée en douze (12) arrondissements que sont : Djougou 1, Djougou 2, Djougou 3, Baréi, Bariénu, Belléfoungou, Bougou, Kolokondé, Onklou, Partago, Pélébina et Sérrou.

La figure 1 présente le découpage géographique et administratif du premier arrondissement au niveau de la Commune de Djougou.

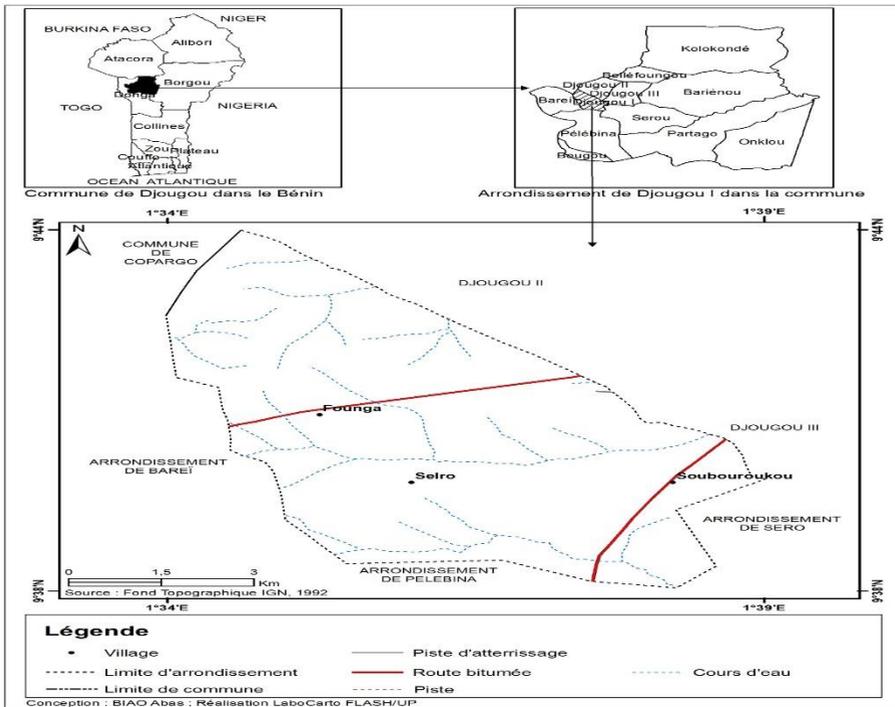


Figure 1 : Situation géographique et administrative du premier arrondissement de Djougou

Source : IGN, 1992.

2-Approche méthodologique

Une approche méthodologique mixte fondée des données qualitatives

et quantitatives avec des techniques telles que la recherche documentaire, l'entretien, l'observation et le questionnaire a servi de base à cette recherche. Les informations ont été collectées auprès de 104 acteurs composés des agents de service de l'eau, de l'environnement, de la santé, des autorités locales, des ONG intervenant dans le domaine et des ménages. Le choix de ces enquêtés a été effectué de façon raisonnée. Le critère de choix de ces acteurs est surtout lié à l'âge, le sexe, le secteur d'activité, la connaissance de la thématique et l'ancienneté dans le milieu d'étude.

Tableau 1 : Statut et effectif des acteurs enquêtés dans le cadre de la recherche

N°	Statut de l'enquêté	Effectif
01	Autorités locales	05
02	Agents du service de l'eau	12
03	Agents du service de l'environnement	02
04	Agents du service de la santé	03
05	Agents des ONG	06
06	Ménages	76
TOTAL		104

Source : Résultats d'enquête de terrain, juin 2019

Les informations relatives aux causes, manifestations et conséquences du difficile accès des populations de la Commune de Djougou à l'eau potable ont été dépouillées et traitées de façon manuelle d'une part, et à l'aide de l'outil informatique d'autre part, avec les logiciels Word et Excel pour la réalisation des tableaux et des graphiques. Enfin les résultats obtenus ont été analysés à l'aide du modèle PEIR (Pression-Etat-Impact-Réponse).

3- Résultats et discussion

3-1- Les différentes sources d'approvisionnement au sein des communautés

Dans le premier arrondissement de Djougou, les populations ont recours à deux sources d'approvisionnement en eau pour diverses raisons socioéconomiques et environnementales.

Sur le plan socioéconomique, il faut noter que les communautés de ce milieu d'étude développent certaines pesanteurs socioculturelles liées à l'héritage, aux us et aux coutumes ajoutées à leurs sources de revenus très précaires qui ne leur permettent pas d'accéder facilement à l'eau potable. Dans le domaine environnemental, divers résultats de

recherche obtenus par des laboratoires pédologiques montrent que le relief du premier arrondissement de la Commune de Djougou n'est toujours pas favorable à l'installation des ouvrages hydrauliques.

Ces diverses raisons justifient d'une part, le recours des populations à des sources traditionnelles et d'autre part, à des sources modernes.

Quelques illustrations des sources traditionnelles d'eau utilisées par les populations sont présentées à travers la planche 1.



Photo 1 : Puits traditionnel sans couvercle exploité par les populations de Sassirou



Photo2 : Procédé traditionnel de recueil d'eau pluviale dans le village de Taifa

Planche 1 : Quelques sources traditionnelles d'accès à l'eau dans le premier arrondissement de Djougou
Prise de vue Akiyo, juin 2019.

Au niveau des sources traditionnelles, on rencontre dans le milieu d'étude les eaux pluviales, les marigots et les puits. En ce qui concerne les sources modernes, on note les Adductions d'Eau Villageoises (AEV), les Points d'Eau Autonome (PAE) et les Forages Equipés de Pompe à Motricité Humaine (FPMH). A cette deuxième catégorie de sources d'approvisionnement en eau des populations, s'ajoutent les eaux de la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB).

La figure 2 présente le degré de recours des populations du milieu d'étude à ces différentes sources d'approvisionnement en eau.

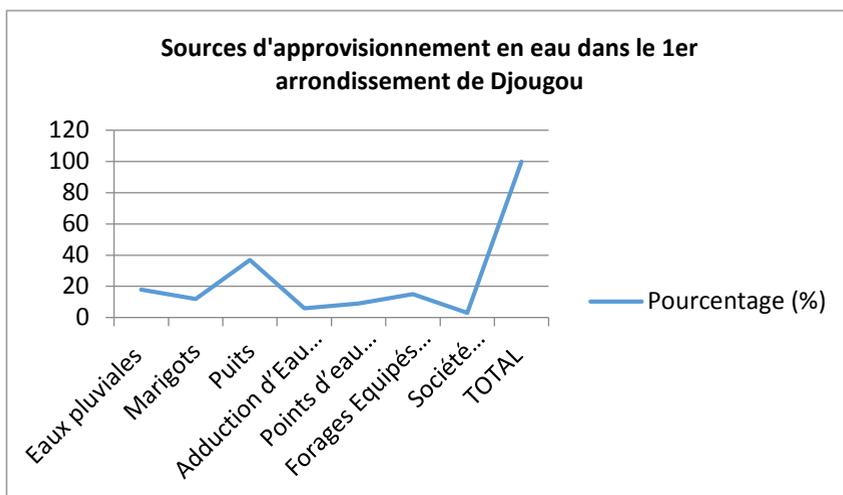


Figure 2 : Pourcentage de recours des populations du 1^{er} arrondissement de Djougou aux sources traditionnelles et modernes d'approvisionnement en eau

Source : Résultats d'enquêtes de terrain, juin 2019

Les statistiques de la figure 2 montrent que 67% des populations utilisent les sources traditionnelles avec pour priorité, les eaux de puits (37%). Les sources modernes d'approvisionnement en eau sont exploitées par 33% des populations avec une importance accordée aux forages (15%). Ces chiffres révèlent donc que les populations de ce milieu d'étude ont opté pour des sources traditionnelles d'accès à l'eau et ceci, pour diverses raisons qui méritent d'être abordées dans ce travail.

3-2- Raisons de recours aux diverses catégories de sources d'approvisionnement en eau

Plusieurs facteurs justifient le choix majoritaire des sources traditionnelles d'approvisionnement en eau au détriment des sources modernes. Ils sont de plusieurs ordres et sont perçus de diverses manières par les populations du milieu d'étude. Ainsi, on note des facteurs socioculturels, des facteurs économiques et des facteurs environnementaux.

Le tableau II récapitule les modalités des différents facteurs et les pourcentages d'adhésion opérés à cet effet par les populations du premier arrondissement de Djougou.

Tableau II: Synthèse des facteurs explicatifs du choix de l'eau des sources traditionnelles

Modalités	Fréquences en %
Facteurs socioculturels (Disponibilité de la source, héritage des parents, distance de la source des ménages, confiance en la qualité ou la potabilité de l'eau)	45,19
Facteurs économiques (Revenus très précaires, coût élevé des frais d'abonnement, vente de l'eau, temps passé à la source)	10,58
Facteurs environnementaux (Caractère naturel de l'eau des rivières, de pluie et de puits, éclat de l'eau, goût de l'eau, relief accidenté)	44,23
TOTAL	100 %

Source : Résultats d'enquête de terrain, juin 2019

L'analyse du tableau II montre que les facteurs socioculturels (45, 19 %) sont déterminants dans le recours des communautés aux sources traditionnelles d'eau suivis des facteurs environnementaux (44,23%). A ces deux facteurs qui expliquent le recours des populations aux sources traditionnelles d'eau dans cet arrondissement, s'ajoutent ceux économiques (10,58%) qui ne sont pas moins importants. En effet, il faut noter que chaque fois qu'il y a pluie dans ce milieu d'étude, les populations s'approvisionnent en eau sans gêne dans leur maison et sans aucune dépense financière. La pluie apparaît alors pour ces habitants comme un aléa naturel efficace d'approvisionnement en eau (OMS, 2004, p.11). Cette eau est également très appréciée par les communautés enquêtées. C'est dans cette optique qu'un enquêté déclare : « *L'eau de pluie est la plus potable et sans risque de maladie pour l'homme car elle vient directement du ciel. C'est un don direct de Dieu. Elle porte en elle un meilleur goût indiscutable avec les autres sources* ». (J.N, Chef de ménage dans le village de Sassirou).

De plus, en ce qui concerne les facteurs environnementaux, les communautés font des interprétations subjectives qui ne reposent en aucun cas sur des analyses physico-chimiques de laboratoires dénudées de tout soupçon. Ainsi, l'éclat et le goût d'une eau ne permettent pas non plus d'apprécier de la potabilité de cette eau (H. Alassane et al., 2018, p.16). Dès lors, il se pose un problème d'appréciation scientifique de la potabilité de l'eau au regard des instruments retenus comme l'œil nu et l'odorat auxquels recourent 67% des enquêtés.

Quant à la disponibilité de l'eau qui occupe la première place (29, 81%) en matière de critère de choix retenu par les populations au niveau des facteurs sociaux, elle est pertinente et ne souffre d'aucune ambiguïté car l'existence de la ressource est l'élément primordial d'appréciation des autres indicateurs. En effet, l'offre est un facteur premier qui conditionne les autres variables d'accès à l'eau dans tout milieu (D.E. Noubissi *et al.*, 2017, p.21).

Enfin, les facteurs de distance de la source aux ménages et les moyens financiers ne sont pas non plus à négliger compte tenu du niveau de vulnérabilité des populations de ce milieu d'étude. Ils sont d'ailleurs deux des raisons fondamentales qui justifient la faible adhésion de ses habitants aux sources modernes d'approvisionnement en eau car ces derniers rencontrent d'énormes difficultés pour y accéder au regard des lieux d'installation des dispositifs y afférents et des frais d'acquisition. Ici, il ne s'agit pas selon les enquêtés de la distance parcourue entre la source et les ménages mais plutôt de celle qu'ils mettent, une fois arrivés à la source elle-même avant d'être servis en eau, surtout quand il y a du monde. Pour preuve, avec l'effectif de la population dans cet arrondissement, il n'existe que quatre Adductions d'Eau Villageoises (AEV), trois Points d'eau Autonome (PAE) et 10 Forages Equipés de Pompe à Motricité Humaine (FPMH). Dès lors, le ratio 250 habitants par forage prévu par les textes en matière de gestion des ressources en eau n'est nullement respecté à cette étape du processus. Il se pose alors à ce niveau le problème de l'inadéquation du rapport infrastructure hydraulique et population (OMS, 2010, p.14). Il faut également remarquer que parmi ces différentes sources modernes d'acquisition d'eau existantes dans ce milieu d'étude, certaines sont tombées en panne depuis des années et ne sont pas réparées jusqu'à ce jour pour faute de moyens financiers et de pièces de rechange. C'est dans ce sens qu'une enquêtée ménagère déclare :

« Moi, je ne comprends pas comment est-ce-qu'on peut acheter l'eau qui est un don de Dieu. Pour avoir une bassine d'eau dans ce village au niveau des forages, il faut payer entre 25 et 50 FCFA alors que nous avons plusieurs enfants et nous-mêmes qui, devons-nous laver, faire la lessive, la vaisselle et manger chaque jour. Nous avons donc besoin de beaucoup d'argent pour avoir accès à l'eau dans notre ménage. Au même moment, avec notre puits situé à proximité de la maison ou l'eau du marigot, nous avons de l'eau en quantité et sans aucun franc » (X.W, ménagère dans le village de Kamougou).

C'est au regard de ces divers facteurs surtout financiers que les populations du milieu d'étude préfèrent « s'abonner » aux sources traditionnelles d'accès à l'eau qu'à celles modernes comme les forages

à motricité humaine et l'eau de robinet de la Société Nationale des Eaux du Bénin qui remplissent d'importants critères en matière d'hygiène et d'assainissement. La photo 3 présente une source moderne d'approvisionnement en eau potable dans le premier arrondissement de Djougou.



Photo 3 : Pompe à motricité humaine utilisée par les populations de Soubroukou pour avoir de l'eau

Source : *Prise de vue Akiyo, Juin 2019*

Selon 82% des enquêtés, le véritable calvaire se situe surtout au niveau de l'eau de robinet fournie par la SONEB. Pour y accéder, les populations vivent d'énormes difficultés tout au long du processus c'est-à-dire depuis l'établissement du devis jusqu'à l'installation de la pompe sur les lieux identifiés par le demandeur. Ces problèmes ont pour nom, les tracasseries administratives et financières qui découragent finalement les populations. Ainsi, quelques difficultés liées à l'accès à l'eau de robinet ont été abordées à travers ce verbatim d'un agro-pasteur qui en a ras-le-bol :

« Il y a deux ans aujourd'hui que j'ai fait une demande d'abonnement d'eau à la SONEB de Djougou. Je suis allé plus de 9 fois avant qu'il ne vienne me faire le devis. Et pour ce devis, il n'y avait pas de moyen de déplacement pour l'agent choisi à cet effet et j'ai dû assurer cette charge. A la suite de ça, j'ai fait 6 fois le tour de l'agence avant de pouvoir payer les frais d'abonnement très élevés car tout le temps, on me dit qu'il n'y a pas de connexion. Je suis obligé d'abandonner pendant des semaines mes travaux champêtres et d'élevage pour aller là-bas. Malgré tout cela, ils promettent chaque fois de venir dès que le matériel sera disponible. Ils n'ont qu'à fermer la baraque et nous laisser utiliser les sources traditionnelles qui ne contiennent pas de

produits chimiques et toujours disponibles » (M.A., producteur de maïs et éleveur dans le village de Taiffa).

Il faut aussi ajouter comme facteur d'attachement des populations à ces sources traditionnelles d'eau, le phénomène socioculturel qui est très développé dans le milieu d'étude. Ainsi, les populations du premier arrondissement de Djougou sont très conservatrices de certaines valeurs ancestrales. En effet, la plupart des enquêtés ont vécu avec des membres aînés de leurs familles (tante, oncle, grand-père, grand-mère, père ou mère) et ont consommé l'eau du marigot et du puits pendant des années et en étaient très habitués. Cet héritage habituel est devenu une priorité pour bon nombre d'entre eux dans l'utilisation de l'eau dans les localités périphériques de la commune de Djougou si bien qu'ils pensent que le goût de l'eau des sources modernes n'est pas agréable comparativement à celui de la source traditionnelle. Pour d'autres, l'eau du robinet n'est pas bonne à consommer car elle provient du barrage. Le barrage est considéré par la majorité des enquêtés (76%) comme un lieu insalubre où les populations vont régulièrement faire leurs sacrifices et jettent divers déchets (ménagers, médicaux, animaux morts, etc.). C'est au regard de cette perception qu'un enquêté affirme en ces termes : « Même si, on nous dit que la SONEB traite ses eaux, elle n'aura pas de produits appropriés pour neutraliser totalement les effets de différents sacrifices effectués au niveau des eaux du barrage qu'elle exploite ». (A.M, un vieux féticheur du village de Taiffa âgé de 68 ans).

Toujours sur le plan environnemental, il faut également préciser que le premier arrondissement de Djougou présente un relief de plateau parsemé de collines de faible dénivellation et de sols argilo-sableux et/ou latéritique (gravillonnai ou caillouteux) qui ne sont pas très favorables à la réalisation des infrastructures hydrauliques (A. Biao, 2018, p.29).

Ce sont-là autant de facteurs socioculturels, économiques et environnementaux qui amènent les populations du milieu d'étude à choisir les sources d'eau traditionnelle au détriment de celles modernes.

De nombreux auteurs comme S. Orou Gani (2014, p.33) et N. Sandé (2013, p.25) ont démontré qu'en dehors de ces facteurs qu'il y a aussi les paramètres géographiques et les pannes des ouvrages d'eau potable qui poussent les populations des milieux ruraux ou périurbains à la consommation des eaux de sources traditionnelles. Mais, quelles sont les conséquences de cette option sur les communautés ?

3-3- Les incidences du recours aux sources traditionnelles d'approvisionnement en eau sur les populations

Les résultats de cette recherche montrent que les populations du 1^{er} arrondissement de Djougou ont des difficultés d'accès aux nouvelles sources d'eau. Cette situation est due à plusieurs déterminants socioculturels, économiques et environnementaux. Mais force est de constater que le recours à ces sources traditionnelles présente non seulement des avantages mais aussi des inconvénients qu'il importe d'aborder dans ce travail.

En matière d'avantages, les sources traditionnelles sont très accessibles aux populations de par leur situation géographique, le coût financier et la disponibilité permanente de l'eau qui constitue un secteur privilégié (Banque Africaine de Développement, 2013, p.117). Cependant, il faut noter que ces sources traditionnelles d'eau notamment les puits sont pour la plupart (71%) non cuvelés, ni protégés et sont exposés à divers facteurs de contamination de l'eau. L'eau de pluie, des marigots et des rivières est aussi sans doute impropre à la consommation parce que ne remplissant pas les conditions de protection sécuritaire du fait de leurs expositions aux microbes et aux déchets de toutes sortes. Cette situation est d'ailleurs justifiée par le comportement de quelques ménages qui préfèrent utiliser seulement cette eau juste pour la lessive car pour eux, elle n'est pas consommable.

De plus, de par les investigations, il ressort que les populations stockent leur eau dans divers récipients comme les jarres non couvertes, les tonneaux en plastique, les tonneaux en fer, les bassines, les grosses marmites et les bidons de 25litres. La plupart de ces équipements de stockage est sans couvercle, sauf les bidons de 25 litres. Enfin, plusieurs autres mesures d'hygiène et d'assainissement manquent cruellement au niveau de ces puits et marigots et exposent les populations à de graves conséquences socioéconomiques. Le recours à cette source traditionnelle par les populations pose dès lors la difficulté de gestion de l'équation « eau, hygiène, assainissement et santé » (I.Sy et al., 2014, p.17) dont les conséquences sont multiples.

Au nombre de ces conséquences, figure l'exposition répétée des populations de cet arrondissement à d'énormes pathologies comme les infections, le choléra, l'intoxication alimentaire, la diarrhée, le ver de guinée, etc. C'est pour cette raison que S. L. Azannandjè, 2014, p. 44) dans ses investigations menées dans la Commune de Nikki, montre que le nombre insuffisant des ouvrages d'eau potable, la mauvaise

gestion des ouvrages d'eau potable et les pannes répétées au niveau des ouvrages d'eau potable sont les facteurs qui nourrissent les problèmes d'approvisionnement en eau potable au niveau des sociétés contemporaines avec pour conséquences, le développement de plusieurs maladies.

Une autre facette de la situation est que, dès la survenue de ces maladies, 75% des populations de ce milieu d'étude attribuent la cause aux forces maléfiques et se confient au prime abord, aux marabouts et aux guérisseurs traditionnels où ils investissent une bonne partie de leurs ressources financières sans suite favorable parfois, avant de se replier vers la médecine moderne. A ce niveau, elles sont obligées de reprendre le traitement avec pour corollaire, d'autres dépenses financières. Les dépenses effectuées pour la prise en charge de ces pathologies hydriques fragilisent les revenus déjà très maigres de certains habitants. D'autres sont parfois obligés de s'endetter de diverses manières (prêts, usures, emprunts, etc.) pour y parvenir ; ce qui déstabilise en retour leurs diverses activités professionnelles et leurs stratégies d'épargne. Une analyse de ces phénomènes sociaux relatifs à la prise en charge des pathologies au niveau de cette communauté met en relief la question des réalités endogènes et du pouvoir de la maladie en Afrique (L. V. Campenhoudt, 2007, p.179).

En somme, le recours à des sources traditionnelles d'approvisionnement en eau par les populations du premier arrondissement de Djougou montre ses limites et recentre le débat sur la réelle potabilité de l'eau dans ce milieu d'étude.

Conclusion

Au total, l'eau de par ses différentes fonctions sociales, culturelles, économiques et environnementales est devenue une ressource incontournable dans la mise en œuvre de différentes activités de l'homme en société. C'est d'ailleurs pour cette raison que divers pays dans le monde en général et le Bénin en particulier lui accordent une place de choix dans leur politique de gestion socio-environnementale à travers des textes juridiques (conventions, lois, décrets, arrêtés, etc.) et des stratégies. Mais malgré ces diverses initiatives mises en place dans le secteur de l'eau depuis l'avènement de la décentralisation au Bénin, cette ressource est de plus en plus affectée par plusieurs maux naturels et anthropiques dans le premier arrondissement de la Commune de Djougou au nord du Bénin. Au nombre des problèmes relatifs à l'accès des populations à cette importante ressource dans ce milieu d'étude, on peut citer, l'indisponibilité, la situation géographique, le coût de la ressource et la caractéristique pédologique. Pour faire face à ces

facteurs qui entravent l'accès des populations de cet arrondissement à cette importante ressource, elles ont alors recours aux sources traditionnelles constituées de l'eau de puits, de pluie, des marigots et des rivières au détriment des sources modernes comme les forages, l'eau du robinet et les Adductions d'Eau Villageoises (AEV). Mais l'option d'adhésion majoritaire (67%) des populations du milieu d'étude aux sources traditionnelles non potables est à la base de plusieurs pathologies dont la prise en charge fragilise davantage leurs revenus déjà précaires. Des approches de solutions méritent alors d'être trouvées au plus pressant pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) du milieu.

Pour ce faire, tous les acteurs de la gestion intégrée des ressources en eau depuis la base jusqu'au sommet doivent travailler en synergie pour mettre en place une stratégie concertée de gestion.

Références bibliographiques

Akiyo Offin Lié Rufin, 2016 Implications socioéconomiques et environnementales de la gestion du barrage de l'Okpara au Nord du Bénin. *Revue scientifique des Masters Intégration Régionale et Développement (MIRD)* de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Vol. 7, N° 11, Décembre 2016, pp. 90-106.

Alassane Hamissou & Tore Bapoukink Déyabli, 2018 Problème d'approvisionnement en eau potable dans la commune de Kérou. Mémoire de Licence Professionnelle en Géographie et Aménagement du Territoire, option : Planification Régionale et Aménagement du Territoire (PRAT), 27 Juin 2018, Université de Parakou, 43p.

Azannandje Sènam Laetitia, 2014 Approvisionnement en eau potable des populations dans la commune de Nikki. Mémoire de Licence professionnelle en Géo, Éd, Option : (PRAT), 27 Février 2014, Université de Parakou, 63p.

Banque Africaine de Développement (BAD), 2013 L'eau est un secteur privilégié par la population rurale. Rapport du séminaire sur l'approvisionnement en eau potable dans les zones vulnérables en Afrique de l'Ouest. Ed, Burlgard, vol 3, N°14, Septembre 2013, 126p.

Biao Abas, 2018 Les déterminants socio-environnementaux de la consommation de l'eau potable dans le premier arrondissement de la Commune de Djougou, Mémoire de Licence Professionnelle en Sociologie-Anthropologie, option Médiation Sociale et Facilitation de Développement, Université de Parakou, 65p.

Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), 2010 Déclaration du millénaire des Nations Unies sur l'approvisionnement en eau potable dans les pays en développement. *Article de revue scientifique sur la question de l'eau en Afrique*, Rapport de presse, N°13, pp.23-42.

Campenhoudt Luc Van, 2007 Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux, Paris, Dunod, 260p.

Ministère des Mines de l'Energie et de l'Hydraulique (MMEH), 2005 Stratégie Nationale de l'approvisionnement en eau en milieu rural du Bénin 2005-2015, Cotonou, 38p.

Gbadesin Adeniyi, Boko Michel et Bano Diallo Nadhèl, 2010 Ressources Naturelles et environnementales en Afrique, éd Karthala, (vol 2), pp. 186-201.

Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), 2013 Rapport du 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitation, Cotonou, Bénin, 2013, 35p.

MEM, PTF, 2017 Rapport de la revue sectorielle eau et assainissement. Revue sectorielle Cotonou: Bénin Atlantic Beach-Hôtel, Ed-Tom, Mars 2017, 17p.

Ministère du Développement, de l'Analyse Économique et de la Prospective (MDAEP) de la République du Bénin, 2013 Accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, Rapport d'étude, 212p

Noubissi Domguia Edmond, Nkengfack Hilaire et Kamajou François, 2017 Analyse des déterminants de l'offre de l'eau potable au Cameroun. Yaoundé. *Article de revue scientifique, Recherche du Département d'Economie Publique et des Ressources Humaines*, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Dschang, 2017, pp.17-22.

Sy Ibrahim, Keita Moussa et Traoré Doulo, 2014 Eau, hygiène, assainissement et santé dans les quartiers précaires à Nouakchott (Mauritanie) : Contribution à l'approche éco santé à Hay Saken. *Article scientifique en sciences de l'environnement*, Hors-Série 19 Août 2014, vol 6, pp.6-18.

Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 2004 La santé mondiale et le deuxième rapport mondial des Nations Unies. Article de revue scientifique sur la question de l'eau en Afrique, Rapport de presse, N°0014, 26 p.

Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 2010 Progrès en matière d'assainissement et d'alimentation, Rapport d'étude, 64p.

Orou Gani Sakibou, 2014 Gestion des ouvrages d'eau potable dans l'arrondissement de Libossou dans la commune de Ségbana. Mémoire de Licence Professionnelle en Sociologie-Anthropologie, option : Assistant de Recherche. 28 Février 2014, Université de Parakou, 75p.

NOTE A L'INTENTION DES CONTRIBUTEURS

DEZAN est la revue scientifique du Département de Sociologie-Anthropologie de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin. De sa dénomination «dézan» signifiant «rameau» en langue béninoise «fɔngbé», elle est représentative de la symbolique du changement social en culture africaine. De ce fait, la **Revue DEZAN** se donne pour vocation première de contribuer à une configuration décloisonnée des sciences de l'homme et de la société, pour une synergie transversale et holistique génératrice d'une interdisciplinarité plus fertile à un développement convergent où l'endogène et l'exogène sont en parfaite cohésion. Elle paraît au rythme de deux numéros par an. Les articles y sont rédigés en français, anglais, allemand, ou en langues nationales africaines.

Le comité de lecture est habilité à accepter pour publication ou non les articles soumis. Chaque article est résumé en une page au plus assorti de cinq mots clés du travail. Le manuscrit de 20 pages au plus est soumis en exemplaire original, recto seulement, saisi à l'intérieur d'un cadre de frappe 21 x 29,7; police Times New Roman, point 12, interligne 1,5. Il est accompagné d'un CD-RW ou d'une clé USB comprenant les données. Chaque auteur est appelé à donner son adresse électronique et son institution d'attache. Les cartes et les croquis sont scannés et notées de façon consécutive.

L'usage de l'Alphabet Phonétique International pour transcrire les termes en langues nationales est vivement conseillé. Les références bibliographiques dans le texte sont faites selon l'approche Van Couver ou Harvard dans une parfaite harmonie selon le choix de l'auteur. Chaque auteur apporte une participation de **30.000F**.



ISSN 1840-717-X DU 4ème trimestre
Dépôt Légal N°6378 du 4ème trimestre

Impression : Centre des Publications Universitaires
(Université d'Abomey-Calavi) Tél. : (00229) 95 91 57 61
République du Bénin